



## Journée du 12 octobre 2021 sur les violences sociales

*Avec les Interventions de Véronique Le Goaziou*

### **Matinée**

Présentation : Véronique Le Goaziou est sociologue-ethnologue, rattachée au laboratoire CNRS situé à Aix-en-Provence. Elle travaille depuis un certain nombre d'années sur la question de la violence, ou plutôt la question des violences puisque cette thématique se conjugue au pluriel. Sur l'ensemble des types de violence. Elle a été appelée à travailler sur la violence des jeunes, sur la violence dans les quartiers populaires. Elle a vu que nous avons plutôt réfléchi sur les violences dans les quartiers et dans le milieu du travail, et que nous avons produit des écrits qu'elle a regardé et lu avec beaucoup d'intérêt. Elle travaille également depuis plusieurs années sur la question des violences sexuelles. Elle a d'ailleurs écrit plusieurs livres sur le sujet. Elle s'intéresse également aux violences dites sociales, même si l'on peut s'interroger sur ce que l'on met derrière ce terme. A titre d'exemple elle est en train de terminer une série d'études sur la question de la grande précarité sur la ville de Marseille (plus précisément sur le territoire des Bouches du Rhône), dont elle fera un livre qui paraîtra en 2022. Elle a eu l'occasion de s'associer, de travailler avec des membres de la communauté chrétienne. Elle a collaboré avec un Fils de la Charité (Pierre Drix ?) dans l'écriture d'un livre. Elle est intervenue dans le cadre d'une rencontre de la Mission ouvrière à Nantes. Et elle a collaboré à plusieurs séminaires de formation donnés par l'Université Catholique de Paris. Elle a été également conviée de façon toute inattendue l'année dernière à un groupe d'échange et de parole sur la question de la pédophilie ou de la pédocriminalité dans l'Eglise. Groupe de parole qui a donné naissance à un livre paru chez MédiaPaul il y a quelques semaines, avant le rapport de la Ciase. De façon épisodique elle a eu l'occasion de pouvoir transmettre ou partager quelques-unes de ses analyses, de ses observations à des personnes qui sont engagées dans des cités, des quartiers populaires, en particulier au nom de notre foi.

### **1<sup>er</sup> topo : Comment aujourd'hui penser, parler de la violence ?**

Quelques éléments réflexifs de base qui permettront peut-être d'échanger au cours de cette journée sur un socle commun d'observations, de perceptions et d'analyses.

Je commence par une question que l'on me pose assez souvent (les médias, les journalistes) notamment à la suite d'un phénomène violent pour savoir si nous vivons dans des sociétés plus violentes ou moins violentes que par le passé. Mais en général, c'est plus « violente » que par le passé. Et lorsqu'on lui pose cette question, à elle ou à ses collègues qui travaillent sur ce sujet, ils sont très embêtés car c'est une question qui est en réalité très compliquée. C'est que certains médias voudraient avoir des réponses simples à des questions qui paraissent simples, mais depuis plusieurs années, nous nous rendons compte que les réponses sont loin d'être simples et évidentes. Et je suppose que vous devez le toucher du doigt dans vos activités, dans vos engagements au quotidien. Alors pourquoi est-ce qui est compliqué de répondre à une question de cette sorte qui semble si simple, ou qui pourrait sembler apporter une réponse en oui ou non. Il y a plusieurs raisons à cela, et il me semble intéressant de les partager puisque cela va nous faire toucher la complexité de la problématique choisie pour aujourd'hui.

- **La 1<sup>ère</sup> raison** est que l'on ne sait jamais très bien de quoi on parle lorsque l'on parle de violence aujourd'hui. Le mot « violence » recouvre en réalité une variété, une diversité de faits, de phénomènes, de comportements ou de gestes, d'agir (selon les psy) qui sont si divers, si variés, si différents les uns des autres que l'on se demande parfois comment se fait-il qu'un seul mot les rassemble et les désigne. Ce mot sur lequel je travaille depuis des années me gêne un peu et je demande à aller voir plus loin. En effet, il n'y a pas de définition universelle de la violence. Je dirai autrement : un phénomène, un acte, un geste, un comportement n'est violent qu'à partir du moment où on a établi qu'il était violent. C'est-à-dire que pour nous sociologues, il n'y a pas de violence en soi. Il n'y a de violence que les actes, les gestes ou les comportements qui, dans une société donnée, à un moment donné, ont été qualifiés de violents. Rien, pour nous sociologues, anthropologues, chercheurs en sciences humaines, ne permet a priori de déterminer qu'un acte est violent. Au nom de quoi le serait-il ? La seule chose que nous pouvons examiner, voir, étudier c'est que nous constatons qu'au fil du temps, dans les sociétés, les hommes attribuent le qualificatif de violent à tel ou tel acte. Il peut y avoir des constantes : en général les meurtres, les violences sexuelles, le vol font parti des violences quasi ancestrales, que l'on trouve dans les grands mythes, les grands textes, dans les grandes religions. Il n'en reste pas moins que n'est pas violent un acte en lui-même (en tout cas pour une sociologue). Est violent un geste, un acte, un comportement, un regard qui a été qualifié par une société humaine, ou par la majorité des membres d'une société humaine, de violent à un moment donné. En d'autres termes, il n'y a de violence dans des actes et des comportements dont nous estimons qu'ils le sont à un moment donné de notre vie, de notre époque. C'est pourquoi des actes ou des comportements que nous considérons comme violents aujourd'hui, pouvaient ne pas l'être hier. Et réciproquement, des actes qui pouvaient être considérés comme violents à certaines époques peuvent ne plus l'être aujourd'hui. Du coup c'est compliqué de savoir ce qu'il en est de la violence à un moment et dans une société donnée parce que la violence est toujours le résultat d'une mise en récit, d'un processus de qualification. C'est l'une des 1<sup>ères</sup> raisons
- **Le 2<sup>ème</sup> point** qui rend compliqué le fait de savoir si nous vivons aujourd'hui dans des sociétés plus ou moins violentes que par le passé, c'est que pour répondre à cette question il faut pouvoir établir le niveau et l'état de la violence dans une société à un moment donné. Et comment fait-on pour dire que nous, en 2021, nous estimons que nous vivons dans une société avec un tel état, une telle nature de violence ? Comment allons-nous le mesurer ? Qui va le mesurer ? Nous disposons en France, comme dans la majorité des pays ou des pays dits développés, d'un certain nombre d'audits de statistiques, d'audits de comptage qui permettent de répondre à cette question. Il y en a au moins 2. Le 1<sup>er</sup> outil ce sont les statistiques officielles issues des services de Police et de Gendarmerie. Concrètement cela veut dire que chaque jour, chaque semaine, chaque mois, les services de police et de gendarmerie tiennent des statistiques des infractions pénales, les remontent aux directions régionales, aux directions centrales qui les remontent au ministère de l'Intérieur. Elle ne va nous expliquer comment ces statistiques sont fabriquées car cela nous mènera trop loin. Ces statistiques policières et de gendarmerie au ministre de l'Intérieur lui permettent de faire une conférence de presse disant que tel ou tel acte répréhensible en pénal a augmenté et de combien sur l'axe d'une année par exemple. C'est ainsi que nous pouvons voir les évolutions au fil du temps : par exemple les homicides, par exemple les violences sexuelles. Par exemple les dégradations etc. et le 2<sup>ème</sup> outil dont nous disposons sont les enquêtes de victimation. C'est un outil inventé par des chercheurs en Italie dans les années 1950-60 pour essayer d'attraper la question de la violence et de la délinquance par un autre angle que celui du strict registre policier. Ces enquêtes de victimation sont des enquêtes faites auprès d'un échantillon représentatif de la

population en général, auquel on va demander si au cours de l'année écoulée ou des 2 ans écoulés s'ils ont été victime de tel ou tel geste, de tel ou tel comportement, de tel ou tel acte qui entre dans le champ des infractions pénales : par exemple victime d'un vol, victime d'une menace, victime d'une dégradation, victime d'un abus sexuel. Il y a toute une nomenclature d'infractions et on va demander si ces personnes ont été victimes de ces infractions. Cet outil existe depuis une petite douzaine d'années en France est routinisé. Cela veut dire qu'il est actualisé tous les ans. C'est un outil qui permet de voir les évolutions et les tendances.

Quand on regarde ces deux outils lorsque l'on veut répondre à l'état de la violence en France aujourd'hui, si l'on vit dans une société plus violente que par le passé, la réponse est non. En gros, si l'on compare les 10 ou 20 dernières années qui viennent de s'écouler nous n'observons pas d'augmentation de la violence, en tout cas sur une tendance au long terme. On peut voir des variations d'une année à l'autre sur des événements mais sur des observations plus longues on n'observe pas de variation notable. C'est ce que disent les statistiques officielles.

Toutefois, il peut y avoir un décalage, des décalages, entre ces outils de mesure et la réalité d'une part, et entre ces outils de mesure et les perceptions ou les représentations d'autre part. Pourquoi ? Et bien, ces outils sont basés principalement sur des enquêtes, et en particulier les chiffres de la police et de la gendarmerie sont basés sur la connaissance par les services de la police et de la gendarmerie qu'ils vont avoir de la violence ou de la délinquance. Mais il y a toute une série de moments, d'occurrences, de situations, qu'ils ne connaissent pas tout simplement.

- Ils ne les connaissent parce qu'ils ne sont pas présents lorsqu'elles arrivent, et parce que les victimes de ces infractions, de ces agissements ne vont pas porter plainte. Vous qui vivez et/ou travaillez dans des quartiers populaires vous savez bien que les habitants de ces quartiers n'osent pas toujours, et même on pourrait dire qu'ils osent très rarement aller porter plainte pour un certain nombre de méfaits qu'ils subissent pourtant quotidiennement, pour tout un tas de raisons : par peur des représailles, par fidélité ou solidarité avec les autres habitants du quartier, parce qu'ils peuvent penser que cela ne sert à rien. De la même façon, les jeunes impliqués dans les trafics de drogue, les règlements de compte, ne vont pas non plus aller porter plainte, bien évidemment, devant la Police ou la Gendarmerie pour dire qu'ils ont été victimes de telle ou telle chose dans la mesure où ils commettent des agissements délinquants.
- Une autre façon de percevoir ce décalage avec des outils qui tentent d'objectiver la violence et la délinquance et ce qui se passe par ailleurs c'est que dans certains territoires la violence est tellement banalisée, qu'elle semble tellement faire partie de la vie ordinaire de ce territoire et de ses habitants que ça n'a pas de sens en fait pour les personnes d'aller la dénoncer ou d'aller la porter à la connaissance des services de la Police ou de la Gendarmerie. En fait on oublie que certaines formes de violence sont des formes de violence. On apprend à vivre avec. Et c'est souvent par des interventions extérieures que les personnes, les habitants d'un quartier qui se sont habitués à certaines formes de violence se souviennent d'une certaine façon, ou prennent conscience que ce à quoi ils se sont habitués peut-être d'une grande brutalité, d'une grande violence. Et ce phénomène de banalisation de la violence peut aussi avoir pour effet de la taire, de ne pas la parler, de ne pas en prendre conscience et encore moins de la dénoncer puisque justement elle apparaît comme quelque chose de banal, comme faisant partie de la vie ordinaire de certaines personnes dans certains territoires.

De telle sorte qu'au final on peut avoir au moins 3 grands types de violence si j'essaie de résumer ce 1<sup>er</sup> temps de mon exposé

- Il peut y avoir d'un côté la violence objectivée, c'est-à-dire celle qui va ressortir des outils de mesure dont nous disposons, notamment à l'échelle nationale, celle sur laquelle le ministre de l'Intérieur, les gouvernants, les politiques vont s'appuyer, celle qui sera communiquée aux médias. Bref, les chiffres officiels d'une certaine façon.
- Néanmoins cette violence objectivée peut être différente de la violence réelle. La violence réelle c'est celle qui est réellement commise, c'est celle qui est réellement subie. Mais celle-ci nous pouvons ne pas la connaître entièrement. Dans notre jargon nous l'appelons « chiffre noir » de violence ou de la délinquance dont nous ne savons pas grand-chose puisque par définition il n'est pas porté à la connaissance des organismes qui vont comptabiliser les actes violents, notamment les services de Police et de Gendarmerie
- Et enfin, 3<sup>ème</sup> type de violence : la violence ressentie. C'est-à-dire que c'est ce qui fait violence. En effet, bien souvent on énonce ce **qui est** violence [comme] ce **qui fait** violence même si cette violence n'est pas objectivée, même si elle n'est pas connue, qu'elle n'est pas forcément dite ou manifestée, et elle n'est pas « réelle » dans la mesure où elle ne correspond pas à une victimisation réelle. Quelques exemples : on peut avoir des peurs, des craintes alors que l'on vit dans des environnements qui, objectivement, sont en réalité tranquilles et sécurisés. On peut ressentir un certain mal-être sur des questions de sécurité dans l'environnement dans lequel on vit alors que cet environnement n'est pas insécurisé ou source de mal-être. Mais parce que l'on peut avoir soi-même un certain nombre de fragilités, ou de vulnérabilités qui vont favoriser ce sentiment d'insécurité. Et ce n'est pas parce que c'est un sentiment qu'il doit être rejeté, battu en brèche, ou déconsidéré. Nous savons dans les enquêtes de victimisation et dans les études de sociologie, que le ressenti de la violence, que le sentiment d'une insécurité qui nous est faite, ce qui nous fait violence, peut être fonction de l'âge que l'on a. on a pu montrer dans un certain nombre d'enquêtes que le vieillissement peut être un facteur plus propice à un ressenti plus fort d'un certain nombre de comportements violents. On sait aussi que le sexe ou le genre peut être un facteur plus propice au ressenti de la violence. En particulier les femmes vont davantage connaître, ou ressentir de façon plus forte des sources d'insécurité ou qu'un certain nombre de phénomènes leur font violence par rapport aux hommes.

Donc, à la fois les statistiques officielles par les systèmes de comptage dont on dispose disent que nous ne vivons pas dans des sociétés plus violentes que par le passé. Mais ces systèmes de comptage ne rendent pas entièrement compte, ou rendent mal compte, de toute une série d'autres phénomènes qui peuvent être bien réels, qui peuvent être source de ressenti, de malaise, de peur, voir d'angoisse, mais qui ne sont jamais portés à la connaissance des organismes chargés de mesurer et d'objectiver tous ces phénomènes.

2<sup>ème</sup> point du topo du matin : la question de la violence a pris aujourd'hui une place tout à fait centrale dans le débat, dans nos perceptions, dans nos représentations par rapport aux époques passées parce que nous sommes beaucoup moins tolérants (ou beaucoup plus intolérants) par rapport à la violence aujourd'hui que dans les années, les décennies et à fortiori les siècles passés. Cela veut dire que la violence a toujours existé : les actes, les gestes, les comportements ont toujours été les mêmes d'une certaine façon. Il a toujours existé des meurtres, des homicides, des violences sexuelles, des vols, des dégradations. Et il n'y a pas 36000 façons de les commettre.

En revanche, ce qui peut considérablement changer c'est le regard que nous pouvons porter sur ces actes. Et le fait est que lorsque l'on prend connaissance des travaux des historiens de ce point de vue que nous tolérons beaucoup moins, que nous supportons beaucoup moins les actes qui, eux, ont toujours existé, et qui sont assez anciens dans leur matérialité. Et c'est pour cette raison que des

comportements qui pouvaient nous apparaître sinon anodins, mais du moins banals, normaux, « pas si graves que ça » hier, peuvent nous paraître absolument pas banals, absolument pas normaux et très graves aujourd'hui, et en tout cas plus graves qu'ils ne l'étaient dans les époques passées.

Comment comprendre ce changement, cette évolution que je pourrais illustrer de quelques exemples. Les violences sexuelles sont un très bon exemple de cette montée en intolérance à l'égard d'actes et de comportements qui ont toujours existé. Les violences sexuelles sont aussi vieilles que le monde. Mais on voit bien aujourd'hui que ce sont des actes, des gestes, des comportements que nous ne supportons plus, que nous ne tolérons plus et que nous estimons devoir dénoncer de plus en plus dans des institutions, dans des communautés, dans l'Eglise, qui les ont masquées ou tuées pendant des siècles et des décennies. Il n'y a pas que l'Eglise bien évidemment. Quelques éléments, qui j'espère, pourront vous nourrir pour comprendre pourquoi nous supportons moins aujourd'hui des comportements, des actes, qui sans doute nous supportions beaucoup plus par le passé. Quelques éléments sur ce point.

Le 1<sup>er</sup> point vu, c'est que nous vivons (quoi qu'on en dise et même si cela peut être très différent selon une personne ou d'un milieu social à l'autre), nous vivons néanmoins dans des sociétés bien plus confortables que par le passé. Nous avons grâce aux progrès techniques, scientifiques, médicaux, atteint un niveau de confort, d'aisance, inégalé par rapport aux décennies, aux siècles passés. Et ce niveau d'aisance et de confort inégalés fait que nous portons un regard différent sur la vie, sur la mort, sur la souffrance, sur la douleur, sur les brutalités et sur les violences. Quand aujourd'hui l'espérance de vie est de 80 ans alors qu'elle a été pendant des siècles de 35-40 ans, quand la mortalité infantile a aujourd'hui atteint son niveau le plus faible dans l'humanité par rapport à des époques où perdre un enfant était, bien entendu source de douleur, mais pouvait être considéré comme un phénomène quasi fatal, quand les femmes mourraient en couche, bref quand la médecine n'était pas ce qu'elle est aujourd'hui etc. il est sûr que nos vies, au fond, sont beaucoup plus confortables, au sens de moins brutales aujourd'hui que par le passé. Nous avons atteint des niveaux de confort physique et mental grâce à des progrès dans le monde de la médecine notamment qui fait que nous supportons beaucoup moins toute forme de souffrance ou toute forme de brutalité. Alors que je pense que dans les décennies et les siècles passés nos aînés, nos ancêtres, étaient obligés de se confronter à des événements et des aléas de la vie vraisemblablement beaucoup plus durs qu'aujourd'hui. J'ajoute que nous sommes une génération qui n'a pas connu de guerre par exemple, que nous ne connaissons pas, à part celle que nous connaissons depuis 2 ans maintenant, de grande pandémie. Nous n'avons pas connu toute une série d'éléments (certes nous avons connu les attentats). Nous avons connu une grande période de prospérité durant les dernières années et décennies qui viennent de s'écouler. Voilà une des raisons qui font que nous tolérons beaucoup moins que par le passé toute forme de violence. Nous accordons à la vie, en particulier à la vie humaine, une valeur sans doute inégalée par rapport au passé. On pourrait donner l'exemple des enfants : aujourd'hui les violences qui sont commises sur des enfants sont considérées comme parmi les plus graves. Vous avez qu'il est aujourd'hui interdit au sein des familles de violenter un enfant. Vous auriez dit cela à un père de famille il y a 30-40-50-100 ans et à fortiori il y a 1 siècle, 1 siècle et demi, et même à des époques passées où un père de famille avait droit de vie ou de mort sur ses enfants et avait le droit d'administrer ce que l'on appelait la correction paternelle, ils nous auraient ri au nez en disant ce qu'est-ce que c'est que cette décision. Nous voyons à travers ces exemples que des choses qui nous paraissaient banales, normales, voire légitimes et légales ne le sont absolument plus aujourd'hui. Du coup nous accordons beaucoup plus de prix à la personne humaine, à la vie humaine, à l'être humain de façon générale, que nous estimons ne devoir violenter d'aucune façon, que ce soit sur le plan physique ou sur le plan moral. Puisque nous avons constaté puis accepté comme étant violent les comportements qui ne passent pas par le corps. Nous avons admis dans l'enceinte des comportements violents des actes, des gestes, des attitudes, des

postures qui pourtant ne violentent pas directement le corps. Je pense ici au phénomène d'emprise, au phénomène de menace, au phénomène de violence morale, aux violences symboliques et institutionnelles dont il est estimé qu'elles peuvent être aujourd'hui aussi importantes, aussi graves, voire aussi traumatisantes que les violences physiques.

Deux points encore pour finir : cette intolérance grandissante à l'égard de la violence se manifeste selon elle par 2 faits qu'il est important d'avoir en tête, et que les sociologues suivent de très près. D'une part c'est la montée de la pénalisation, et d'autre part c'est la montée de la victimisation, ou de la judiciarisation.

La montée de la pénalisation c'est le fait que nous n'avons jamais autant pénalisé aujourd'hui des comportements qui ne l'étaient pas hier. Il suffit de faire un test assez simple : il suffit de comparer la taille et le flux (le nombre de pages en fait) du Code pénal année après année. On prend un Code des années 1990 et celui des années 2020 : on aura d'un côté, de façon un peu caricaturale, un petit livre, et de l'autre côté un livre beaucoup plus épais. Autrement dit : nous avons augmenté la surface de pénalisation. C'est-à-dire que des comportements, des actes, des gestes, qui n'étaient pas considérés dans les années précédentes comme des infractions pénales le sont devenues. Elle pourrait prendre toute une série d'exemples pour illustrer. Alors que le mouvement inverse de dépenalisation est en revanche beaucoup plus rare, plus faible. C'est pour cela que le Code pénal augmente d'année en année. Ce mouvement de pénalisation a bien entendu une signification sur le plan social et sociétal. Que cela veut-il dire de notre société qui, à un moment donné, éprouve le besoin de pénaliser, c'est-à-dire de rendre punissable des faits, des gestes, des comportements qui ne l'étaient pas auparavant ?

En parallèle de ce mouvement de pénalisation, on voit aussi croître un mouvement de judiciarisation. Le mouvement de judiciarisation est un mouvement en vertu duquel nous avons tendance à porter en justice un nombre plus importants d'affaires que par le passé. C'est-à-dire que pendant longtemps (la justice ne ressemblait pas à celle d'aujourd'hui : il n'y avait pas autant de tribunaux, il n'y avait pas autant de procédures, la justice était très peu accessible, très lointaine etc. Il n'y avait pas de justice de proximité, pas de maisons de la justice et du droit, on ne pouvait pas faire démarches en ligne sur internet pour faire un pré-dépôt de plainte comme cela est possible aujourd'hui). Mais nous avons constaté, les historiens et les sociologues, que notre société, nos concitoyens ont plus tendance que par le passé à aller porter au-devant du tiers judiciaire des faits, des actes qui autrefois se résolvaient autrement : qui se résolvaient par ce qu'ils appellent dans leur jargon « la régulation ordinaire des affaires de la vie ordinaire ». C'est des conflits de voisinage, éventuellement des bagarres entre bandes ou entre groupes, c'est éventuellement des violences à caractère sexuel etc, qui se résolvaient ou pas dans un espace infra judiciaire, ou para judiciaire. En tout cas, on ne passait pas par la justice. Et nous constatons qu'aujourd'hui le mouvement est inverse. Nous confions de façon croissante à la justice soit de traiter ou de résoudre un nombre grandissant de faits à caractère violent, à caractère délinquant que nous résolvions par nous-mêmes autrefois.

Il serait intéressant pour nous de réfléchir à cette montée en puissance de judiciarisation. Je ne dis pas que la pénalisation est mauvaise ou que la judiciarisation est mauvaise. Je ne me situe pas dans le champ du bien ou du mal (champ moral) bien évidemment. Je constate avec d'autres que c'est un phénomène auquel nous assistons

Enfin pour terminer, j'attire votre attention sur 2 autres phénomènes que je vous livre un peu comme ça car je n'ai pas le temps de les détailler et de les approfondir. Peut-être pourra-t-on le faire dans nos échanges successifs :

- C'est pour le 1<sup>er</sup>, la place inédite, et même sans précédent dans notre histoire des victimes, à la fois dans le système judiciaire et dans notre champ moral. C'est-à-dire que pendant

longtemps les victimes de violence n'avaient que très peu d'importance, aussi bien dans le process pénal que dans la considération que l'on pouvait porter aux violences. Les affaires se résolvait la plupart du temps sans elles et elles n'avaient pas « voix au chapitre ». Or, il est ancien : il a commencé à apparaître depuis la fin du 19<sup>ème</sup> siècle – début du 20<sup>ème</sup>. Aujourd'hui les victimes occupent une place tout à fait majeure et dans le système pénal, même si on peut considérer qu'elles sont souvent maltraitées dans la justice pénale. Mais surtout dans nos économies morales, c'est-à-dire dans la façon nous considérons les choses, sous l'angle des valeurs, sous l'angle du bien et du mal. Et du coup cette place sans précédent que l'on accorde aux victimes est à la fois une illustration et génère elle-même une plus grande intolérance à la violence puisque nous nous plaçons bien plus que par le passé du point de vue des victimes. Nous essayons de vivre de l'intérieur ce qu'elles vivent. Nous essayons de comprendre la violence qui leur ait faite, la douleur qu'elles subissent, la souffrance qui est la leur, voire les traumatismes qu'elles peuvent trainer durant des années. Nous « croulons » aujourd'hui sous un nombre extrêmement important de travaux sur ce sujet. Et là aussi si on prend l'exemple des violences sexuelles depuis le mouvement #MeToo de l'automne 2017 (depuis 4 ans), les victimes de ces violences vont porter leur douleur, leur souffrance, leur cri d'une certaine façon sur la scène publique, sur la scène politique et dans le débat collectif.

- Et enfin, ce qui traduit aussi cette intolérance que nous avons à l'égard des violences aujourd'hui c'est sans doute les demandes de justice beaucoup plus fortes que par le passé. On pourra en parler plus longuement dans la 2<sup>ème</sup> partie de la matinée. Mais il est clair que doit contribuer, très vraisemblablement (l'hypothèse de travail en tout cas) à l'intolérance de plus en plus grande à l'égard de la violence une plus grande intolérance également à l'égard de l'injustice. Ce qui va de pair avec la place des victimes dans notre économie morale. C'est-à-dire que là aussi les systèmes, les modes de fonctionnement, et les réalités sociales que nous avons longtemps supportées nous apparaissent de plus en plus aujourd'hui insupportables, et pour cela nous allons avoir tendance à les porter sur la scène qui est celle de la dénonciation, sur une scène de manifestation. Et là on pourrait évoquer l'exemple des gilets jaunes qui sont une très belle illustration de ce sentiment décuplé d'une série de micro-injustices (ce ne sont pas souvent de grandes injustices) qui sont faites, qui ont été faites, ou qui continuent à être faites à une série de personnes qui maintenant mettent leur poing sur la table en disant qu'elles ne supportent pas plus que ce qui leur a été déjà fait.

### **Temps de questions – réponses – remarques**

Q. : Martine Demeuré (Laval) : la question de la hauteur de la violence, la question de la violence avec arme, la 1<sup>ère</sup> fois cette année dans un quartier populaire où elle vit depuis 46 ans. C'est une violence qu'elle qualifie de beaucoup plus puissante, une violence armée qui n'existait pas il y a quelques années. Elle existait peut-être dans certains quartiers, mais pas à Laval qui est une petite ville moyenne de province. Plus la question de l'âge de ceux qui commettent des violences (mineurs)

Q. : Bruno Leverneuil : la question de la violence au travail

Q. : Magali Luneau : la question de la violence économique. Les gens n'ont pas les moyens de vivre, qui vivent dans une grande pauvreté. Et du coup cette violence économique de nos sociétés que les familles subissent ont pu engendrer des phénomènes d'économies parallèles où l'argent est facile. La question de la grande précarité et de la grande pauvreté

Q. : Marie-Françoise Da Costa : ATD Quart-Monde, qui dit que la misère est violence. Comment mesurer la violence selon des chercheurs d'Oxford et des personnes en grande précarité (recherches depuis 3-4 ans) ? Et il est apparu la question de la violence institutionnelle, qui n'apparaît pas dans

notre société, mais donne l'exemple de placements d'enfants pour cause d'allocations retirées, de logement insalubre pour lesquels pas de solution trouvée et que le placement d'un enfant pour cette raison est un drame pour la famille.

Q. J.L. Guenard : la question de la violence dans les manifestations qui rejoint la question du niveau de la violence

R. V. Le Goaziou : Une réponse technique à la question de la 2<sup>ème</sup> source de comptage de la violence en France qui sont les enquêtes de victimation. L'enquête de victimation est une enquête que l'on peut faire nous-mêmes tout en étant aidé d'un professionnel si besoin. C'est une enquête qui est faite soit par téléphone, soit par internet, soit en face à face (en général c'est plutôt du téléphone) auprès d'une population (la population française, la population d'un quartier, une salle de classe etc) pour savoir si oui ou non cette population a été victime de tel ou tel acte violent par le passé, ou acte délinquant. C'est une façon de mesurer la délinquance, la criminalité, la violence, non pas par le comptage policier (c'est-à-dire non pas par le dépôt de plainte et les statistiques des policiers et des gendarmes) mais par la parole des victimes elles-mêmes. C'est à cela que sert une enquête de victimation. Et quand on regarde l'évolution des enquêtes de victimation des 15 dernières années on s'aperçoit que le nombre de personnes qui disent avoir été victime de telle ou telle chose n'augmente pas. C'est en cela qu'elle disait tout à l'heure que les outils officiels, administratifs dont nous disposons, ne mentionnent pas d'augmentation de la violence, néanmoins ils peuvent être en décalage énorme avec ce qui se passe sur le terrain. Et dans certains quartiers, dans certaines cités (Cf. Martine) elle la rejoint dans ce qu'elle dit. Et tous les observateurs de quartiers populaires (et elle-même travaille sur les quartiers nord de Marseille) sont de l'avis de Martine. Effectivement, ces personnes constatent une augmentation, une aggravation du niveau de la violence par les 2 phénomènes qu'elle a fort justement évoqués : le fait, d'une part, que de plus en plus de jeunes, notamment impliqués dans les trafics, sont armés. Et le 2<sup>ème</sup> phénomène qu'elle a évoqué : l'emprise délinquante (comme on le dit dans son jargon) se fait sur des jeunes de plus en plus jeunes. C'est une chose qu'elle entend partout. Mais ce n'est pas pour ça que ça se répercute dans les outils dont nous disposons. Son 1<sup>er</sup> topo était également pour dire que nos outils ne sont peut-être pas à la hauteur des phénomènes perçus, observés, ressentis. C'est peut-être le moment d'en créer d'autres car il y a une sorte de bug avec entre ces outils qui disent que ça n'évolue pas beaucoup. Ce qui ne veut pas dire que nous vivons dans des sociétés où il n'y a pas de violence, mais les outils officiels ne semblent pas relever d'évolution majeure en matière de violence, alors que sur certains terrains, sur certains territoires (on peut parler de quartiers, mais on peut parler aussi de certaines zones de campagne) les personnes qui y vivent relèvent soit un nombre croissant de phénomènes violents, soit une aggravation des phénomènes violents. Par ailleurs, la qualification de la violence est un choix et un parti-pris, y compris politique. Dès lors que certains appellent « violence économique » un système que d'autres vont considérer comme normal, il y a un conflit de qualification. Et là on est en pleine politique. Et bien évidemment la question de la violence est un sujet politique : là où certains vont trouver les choses normales, banales, légales, d'autres vont parler de violences sociales, de violences économiques, d'injustice, d'inégalité. Donc la question de la violence est une question clivante. C'est-à-dire que ce que les uns vont qualifier de violent (donc insupportable, donc anormal, donc un système auquel il faut mettre une fin) d'autres vont éventuellement considérer que c'est normal, que ça existe comme ça. On peut parler des systèmes socio-économiques tels que le libéralisme. Il y a des enjeux de qualification. La qualification d'un acte, d'un système, d'un dispositif est un enjeu éminemment politique.

### **2<sup>ème</sup> topo de Véronique Le Goaziou**

J'ai lu avec beaucoup d'intérêts tous les livres et écrits qui lui ont été transmis. Il va de soi que nous avons brassé tellement large et ramassé de choses si différentes les unes des autres que cela n'aurait



aucun sens de revenir sur chacune d'elles, mais je vais modestement prendre quelques-unes et dire en quoi elles font écho à ma propre pratique, à ma propre observation.

Je dis en préambule que dans ce champ, à la fois réflexif et pratique, sur la question de la violence vous n'occupez pas n'importe quelle place. Vous occupez une place particulière. Lorsque je regarde d'où vous venez : vous êtes un réseau de différentes organisations dédiés au monde ouvrier et aux quartiers populaires qui s'inscrivent dans ce que vous appelez la doctrine sociale de l'Eglise apparue en gros à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle au moment de la révolution industrielle. Il est important de constater qu'au moment où vous êtes apparus (et je me doute qu'il y a des prémices de la doctrine sociale de l'Eglise bien avant le 19<sup>ème</sup>) sont également apparus la protection sociale et le travail social qui apparaît au 19<sup>ème</sup> mais qui vont véritablement éclore à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. Un ensemble de dispositifs et de professionnels qui vont tenter rien moins que pallier, combler, réduire l'énorme décalage qu'il va y avoir entre l'affirmation et les principes humanistes de la Révolution française (en particulier le « les hommes naissent libres et égaux en droit »), donc réduire le décalage entre ces affirmations et la réalité de vie d'une grande partie du peuple au 19<sup>ème</sup> siècle, à savoir les ouvriers. C'est cela le travail social. Je ne sais pas si c'est cela la doctrine sociale de l'Eglise, mais je suis sûre que c'est cela le travail social. C'est la mise en place d'un certain nombre de dispositifs qui vont donner naissance à la protection sociale. On va voir qu'entre l'affirmation d'un principe sur le papier (« Les hommes naissent libres et égaux en droit », nous faisons un corps uni : c'est la République) et l'observation des conditions de vie concrète d'une grande partie de la population au moment de la Révolution industrielle, on se rend compte qu'il y a un énorme fossé. Et c'est dans ce fossé que va venir s'inscrire le travail social, la protection sociale, et qu'à son avis c'est là aussi où vous vous inscrivez aussi. N'oubliez pas que par ailleurs le travail social et la protection sociale mises en œuvre à la fin du 19<sup>ème</sup> avaient un autre double but :

- Elle avait comme autre 1<sup>er</sup> but d'écarter l'optique révolutionnaire. On est dans une voie réformiste, et le travail social et la protection sociale (les textes sont nets là-dessus) ont été légalisés, étatisés et on parlera après de l'Etat-providence qui avait pour objet d'éloigner les masses populaires et les masses ouvrières des tentations de la révolution. A l'époque il y a des personnes telles Marx ou Engels par exemple.
- Et la protection sociale et le travail social ont aussi pour objet d'éloigner les anciennes formes de charité, notamment détenues par l'Eglise. Il ne faut pas oublier ce second objectif.

En réalité, l'assistance, la charité (ce que l'on appellera l'assistance sociale d'un point de vue légal après) n'ont jamais disparu pour l'ensemble des oubliés du progrès, les pauvres. Et vous êtes bien placés pour le savoir car dans votre histoire vous avez un certain nombre de vos collègues qui ont très vite tirés la sonnette d'alarme : l'abbé Pierre en 1954, la création d'ATD Quart-monde en 1957 etc. Et au fond l'assistance sociale qu'on pensait pouvoir écarter grâce à la protection sociale est revenue par la fenêtre. On pensait voir disparaître les pauvres à la faveur de la croissance : en réalité cela n'a pas du tout marché. Et c'est à partir des années 1980 que l'on a redécouvert ce que l'on a appelé la nouvelle pauvreté, et que l'on a nommé rapidement « exclusion » à travers notamment les dispositifs de l'intervention sociale que l'on n'a plus appelé « travail social ». Car l'intervention sociale consiste (au contraire du travail social) à supporter au plus près les publics en difficulté et de l'urgence sociale pour les plus démunis (penser par exemple à la création du SAMU social en 1993)

Dans l'espace réflexif sur la question de la violence la Mission ouvrière occupe une place particulière. Vous avez des partis-pris, vous faites des choix. Parler de violence économique, parler de violence sociale, parler de violence politique c'est pour vous dénoncer un certain nombre de choses, notamment un certain nombre de souffrances qui sont causés au peuple ouvrier auquel vous dites être dédiés.

De façon un peu plus concrète maintenant, quelques éléments que j'ai relevé dans vos écrits qui font écho à la sociologue que je suis.

D'abord vous avez relevé à peu près tous les phénomènes à caractère violent que nous relevons aussi dans les quartiers populaires. J'ai commencé il y a quelques semaines une étude sur les quartiers nord de Marseille. Ce que vous dites raisonnent avec ce que me rapportent les éducateurs de rue avec lesquels je travaille beaucoup, et les travailleurs sociaux.

Il y a une montée en puissance des trafics, et notamment la montée en puissance du trafic de drogue qui génère un nombre croissant de violences, et qui génère des violences de plus en plus graves, avec notamment des règlements de compte qui mettent sous emprise des populations entières, et des jeunes qui, faute de mieux, souvent d'ailleurs des jeunes qui peuvent être déscolarisés ou qui sont en difficulté éventuellement sur le plan scolaire et/ ou sur le plan familial, qui vont trouver là, à la fois une existence sociale et une sorte de positionnement dans la dignité. Le réseau va permettre à ces jeunes de, à la fois subvenir à leurs besoins à travers ce que l'on appelle de la débrouille ou de la survie (les « smicards » du business comme nous les appelons dans notre jargon) et il faut après monter dans les échelons avant de pouvoir réellement gagner de l'argent. Mais cela permet à ces jeunes de gagner un minimum de posture sociale, de dignité sociale, d'existence sociale. Vous en avez parlé. Vous avez également parlé d'un élément qui m'a beaucoup frappé lorsque j'ai réalisé des entretiens : c'est le caractère ordinaire de la violence entre les jeunes, entre les enfants, qui se parlent durement, qui s'agressent assez souvent (une claque c'est un bonjour dans leur façon de fonctionner : un petit taquet derrière la tête c'est une façon de dire que je t'aime bien). Ils ont des jeux agressifs, ils se portent des coups, ils ont des paroles dures. Et j'ai été frappée que c'était fortement relevé par les équipes de travailleurs sociaux et d'éducateurs de rue que j'ai pu rencontrer sur ces quartiers. Comme si ces jeunes et ces enfants baignaient de façon constante dans un univers d'agressivité, de brutalité et d'incivilité sans plus aucun espace de légèreté (là c'est moi qui parle). Et ça me frappe à chaque fois que je vais sur le terrain : on a l'impression qu'un certain nombre de ces enfants sont de véritables cocotte-minute, ce qui en plus est exacerbé par les réseaux sociaux qui ne leur laisse plus aucun répit, aucun moment où ils peuvent lâcher, où ils peuvent devenir d'ailleurs des enfants, où ils peuvent faire des choses simples comme jouer, où ils peuvent sortir de ce champ de rivalité qui, selon certains professionnels avec lesquels je travaille est quasi-constant, ou en tout cas occupe une grande place, occupe une grande part de leurs relations ordinaires avec les autres jeunes. C'est un phénomène qui touche beaucoup plus les garçons que les filles : c'est vrai de tous les phénomènes violents en général qui restent un phénomène essentiellement masculin, et un phénomène juvénile, même si certains s'alarment de l'éventuelle progression chez les jeunes filles, en tout cas chez certaines jeunes filles. Certainement pas chez toutes les jeunes filles. En tout cas, cela touche plutôt les jeunes filles qui ont des difficultés scolaires et des difficultés infra-familiales. Pour l'instant dans les échos et les observations que nous pouvons faire ce phénomène ne touche pas les jeunes filles en général, mais il touche quasiment tous les jeunes garçons en général. Ça ne veut pas dire que tous les jeunes garçons sont impliqués dans les réseaux, mais il y a des phénomènes de halo. Et en revanche pour les bagarres, les rixes, les règlements de compte, de temps en temps il y a 1 jeune fille ou 2, mais elles sont très peu impliquées dans ces violences à caractère physique qui peuvent être extrêmement brutales. Il est vrai aussi que les jeunes filles touchent très rarement aux armes. Il peut y avoir des contre exemples bien entendu. Mais il reste que dans les quartiers, aujourd'hui encore, les phénomènes violents sont un phénomène éminemment masculin, comme cela est depuis des siècles.

Vous avez également évoqué les violences infra familiales, notamment la façon dont se parlent, dont se traitent les membres d'une même famille qui se traitent beaucoup plus durement que par le passé. Vous avez évoqué la violence du bâti, la violence de l'environnement, la violence de la précarité. Cela

paraît tellement évident que l'on n'y revient pas, mais on a tort de ne pas y revenir parce que c'est en réalité fondamental. Mais là aussi on finit par l'oublier tellement cela fait partie de l'environnement ordinaire et de la vie quotidienne des gens. Et enfin, vous avez à fort juste titre évoqués les violences institutionnelles qui ont été en plus exacerbées avec la période du confinement. Violences institutionnelles : c'est-à-dire des administrations, des services publics, mais plus largement aussi des règlements, et même des lois, qui vont à l'encontre, selon vous, du bien public et du bien pour le plus grand nombre. C'est très vrai pour certains services et pour certaines administrations. Je le sais par un symptôme comme nous le disons dans notre jargon, tout à fait intéressant, c'est que ces services publics ou ces administrations ont tendance à s'éloigner de leur public. Soit en limitant ou digitalisant les démarches (évidemment le confinement n'a rien arrangé), mais quand on parle de fracture numérique ce n'est pas un vain mot. Et on peut se dire que la numérisation des services est une façon de mettre à distance un certain nombre de publics dont on ne veut plus réellement s'occuper. On pourrait également constater le décalage énorme qu'il peut y avoir entre des besoins de base non satisfaits par un nombre grandissant de personnes et caractère éminemment complexe des démarches à effectuer pour pouvoir les satisfaire. Je suis à chaque fois sidérée (je suis actuellement à terminer un travail sur la grande précarité et je suis en train d'écrire un livre sur ce fait) de constater qu'un nombre important et croissant de nos concitoyens sont à la peine pour satisfaire des besoins de base (je pense aux sans-logis et aux sans-abris), des besoins d'une simplicité inouïe à satisfaire (manger, se laver, rester propre et accessoirement se loger, et accessoirement trouver du travail) et ce sont pourtant des besoins primaires qui semblent extrêmement complexes à satisfaire, à tel point que l'on peut se demander si on a réellement envie de les satisfaire pour un nombre grandissant de nos concitoyens. Ce sont quelques constats que vous avez remonté qui sont très proches de ce que j'ai vu à travers mes études ou les constats qui m'ont été rapportés.

Vous avez identifié dans vos écrits plusieurs causes à ces différentes violences. Je ne vais pas toutes les énumérer mais ce qui est intéressant parce qu'on ne le trouve pas partout c'est que vous établissez plusieurs niveaux de cause. Dire « niveau de cause » cela signifie que vous pensez qu'il y a des raisons au phénomène des violences à la fois au niveau macro (sacralisation de l'argent, sacralisation du travail, sacralisation de la société de consommation etc), mais vous les déclinez ensuite à des niveaux beaucoup plus concrets et de proximité. Ce qui me paraît essentiel. Par exemple de façon assez convaincante dans vos écrits combien ces crises se traduisent aussi par les propos et les attitudes de nos dirigeants. J'ai retrouvé plusieurs fois cela dans vos écrits, et je les trouve assez juste : à savoir combien certaines postures, certaines paroles, certains propos peuvent être plein de mépris dans leur façon d'être, dans leur façon de faire, bien entendu dans leur mise en œuvre et décisions, dont ils n'ont pas forcément conscience du reste, et dont ont éminemment conscience les publics qui se sentent visés. On pourrait reprendre un certain nombre de petites phrases du Président de la République actuel sur le fait qu'il n'y a qu'à traverser la rue pour trouver du travail par exemple ou les sentences de François Hollande. Ce sont des petites phrases qui sont éminemment retenues par ceux qui se sentent concernés parce qu'on fond elles ressentent les traductions quasi charnelles d'un certain nombre de grandes causes qui viennent s'incarner. Je suppose que la notion d'incarnation doit avoir du sens pour vous, je n'ai pas complètement oublié ce que pouvait signifier le fait d'être chrétien. Vous avez aussi touché du doigt le fait combien la question de l'injustice est fondamentale pour les publics avec lesquels vous vivez, auprès desquels vous vivez ou que vous accompagnez. Je me doute que vous êtes à différents niveaux par rapport à eux. Et vous mesurez d'autant plus du doigt et vos publics aussi la distance qu'il peut y avoir entre les représentants du pouvoir, les représentants du pouvoir politique et vos équipes (ou en tout cas la majorité d'entre elles). Et ce n'est pas nouveau. Cela date au moins depuis les années 1950-1960. Et ça reste. Et ce sont des éléments qui font le lit d'un ressenti d'une très grande souffrance auprès des personnes que cela concerne. Il y a tout un tas de grande conscience

que vous avez des propos, des attitudes, des postures, de la parole des dirigeants et des tenants du pouvoir. Et en cela vous êtes de bons traducteurs de ce que cette parole peut faire à ceux qui se sentent touchés négativement par elle. Et cette fonction de traducteur me paraît tout à fait essentielle parce qu'on en manque cruellement.

Deux points encore si voulez bien.

- Vous pensez tout à fait utile face aux constats et aux observations qui sont les vôtres de mettre en place un certain nombre d'actions. Et là aussi : des actions à différents niveaux. Et je le souligne car on l'entend assez rarement : il faut agir, mais agir à différents niveaux. Et en gros, pour reprendre vos propos, il faut agir aussi bien au niveau local, sur place, à l'échelle du quartier, en proximité avec les gens. Par exemple, cela m'a beaucoup fait sourire : le monsieur gardien qui a décidé de mettre de la musique classique pour faire déloger les jeunes des halls d'immeuble. J'ai trouvé cela ingénieux d'une part, et assez drôle pour le coup, ou les axes proprement indiqués par certains d'entre vous. On voit bien combien il vous semble utile de mener au plus près de vous, de vos territoires de vie des actions, mais vous montez et vous montez en collectif, vous montez en généralité dans les actions qui vous semblent devoir être menées. Par exemple vous comptez beaucoup et pour cause par ce que vous en faites tous partie sur les associations. Vous semblez penser tout à fait important de créer des liens avec les responsables politiques et les élus locaux. Vous pensez tout à fait essentiel de porter la voix des habitants des quartiers pour qu'ils puissent témoigner, pour qu'ils puissent parler, à porter la voix des plus fragiles et des plus vulnérables dans les espaces de décision, et vous n'hésitez pas à le faire en montant des congrès. Et enfin, ce qu'on lit très peu, trop peu à ma connaissance dans tout ce que je peux lire et saisir sur le sujet : vous croyez encore au politique. Vous croyez même fermement au politique. Vous croyez aussi en autre chose, mais je suis très frappée, je suis très étonnée de constater que vous pensez utile, opportun et même nécessaire que l'action locale, de proximité, l'action portée par les associations soit reprise soit par les syndicats et les partis politiques, lors même que le politique est discrédité dans les territoires où vous vivez, en tout cas si on en croit le taux d'abstention, mais les quartiers n'ont plus l'apanage de l'abstention lors des élections, ce qui pose la question du renouvellement du politique, vous croyez encore autrement dit à la dimension collective, aux luttes collectives pour rassembler celles et ceux dont les droits sont bafoués. Et je le dis et répète : je ne le lis plus très souvent, y compris chez les sociologues, chez les professionnels. Vous me direz que les professionnels n'ont pas à aborder ces sujets là mais il était une époque où les éducateurs de rue et les travailleurs sociaux avaient une parole politique. Cela fait bien longtemps qu'ils n'en ont plus. Certains ne seraient pas très contents que je dise cela, et je parle d'une façon un peu générale, mais on voit bien combien vous, dans les structures qui sont les vôtres, dans les associations qui sont les vôtres, portez une parole du collectif, et une parole du collectif pour le futur puisque vous êtes assez étonnement une drôle de tribu qui croit encore la possibilité d'agir pour le futur. Je le dis de façon humoristique, mais c'est tout sauf humoristique, parce que beaucoup de nos concitoyens, et vous n'êtes pas sans l'ignorer, ne croient plus à cet engagement pour le futur. Et là pour le coup, je pense que c'est très lié, si vous me permettez, à votre foi (en la résurrection) qui vous inscrit dans un futur et dans un temps long. Et c'est une sacrée force pour vous. Tandis que ceux qui sont désarrimés de cette foi ont peut-être plus de difficultés que vous à s'inscrire à l'échelle du collectif d'une part, et surtout à s'inscrire dans les faits du temps long. Vous avez cette force inouïe qui fait que vous croyez encore au temps long. Posez la question autour de vous pour voir qui croit encore au temps long, je crains que vous vous sentiez un peu esseulés.

- Et je termine enfin par ce que j'appelle votre posture. Vous avez une posture particulière : vous occupez une place bien spécifique dans ce champ pratique de la violence. Vous êtes positionnés. Vous avez des partis-pris, très clairement. Et votre posture se témoigne de façon explicite pour moi. D'abord vous accompagnez les gens, les situations, les habitants, sans jugement, avec une empathie forte, sans moralisme, ou en tout cas, sans trop de moralisme ou en évitant le maximum de moralisme. Ça ne doit pas être toujours simple. Vous avez cette posture amorale, qui se tient à la lisière du jugement, dans une sorte d'empathie sans à priori qui est particulière, et que je trouve beaucoup chez les éducateurs de rue, chez certains professionnels effectivement, chez certains intervenants sociaux (pas forcément chez les travailleurs sociaux) mais chez les intervenants sociaux, c'est-à-dire ceux qui vont se porter au plus près d'eux, qui vont se porter en proximité, ou proche ne tout cas des personnes là où elle sont et telles qu'elles sont. Et vous avez d'ailleurs repris la phrase du Pape François « Avoir les pieds dans la boue et les mains dans la chair », qui est, je pense, une spécificité des intervenants sociaux qui vont se porter là où les gens sont. Et je suppose que c'est spécifique de la doctrine sociale de l'Eglise, ou en tout cas de certains porteurs de la doctrine sociale de l'Eglise. Vous avez donc cette posture amorale et d'empathie à priori, même si ça ne marche pas toujours. Vous êtes également dans cette posture que l'on trouve chez les intervenants sociaux avec lesquels vous travaillez très vraisemblablement dans certains quartiers, qui est celle de l'accueil, de l'écoute, de la bienveillance, du respect et de la valorisation. Et là, permettez-moi de vous dire que vous êtes comme certains autres, en porte-à-faux par rapport au discours dominant. C'est pour cela que vous n'occupez pas n'importe quelle place, parce que c'est une posture assez originale que d'aller et d'être bienveillants envers des personnes qui peuvent être victimes de violence comme elles peuvent être auteur de violence. Se positionner dans une posture d'écoute, de compréhension d'actes ou de comportements que l'on ne comprend pas toujours, voire que l'on peut réprouver est une posture tout à fait originale, et qui souvent est peu comprise. Et non seulement c'est la vôtre mais vous allez jusqu'à la valorisation de ce qui vous semble devoir être valorisé au plus profond de la personne humaine. Vous avez également cette posture qui est quasi-physique, quasi-charnelle qui est de tendre la main, d'ouvrir les bras avec des signes distinctifs chez les chrétiens, ou en tout cas chez les gens qui ont la foi, c'est un certain visage, un certain sourire, beaucoup de calme et beaucoup de politesse. A chaque fois ça me frappe. Alors je ne sais pas comment vous faites, mais très souvent lorsque je suis en contact physique pour le coup (et pas via écran de portable ou d'ordinateur), souvent votre posture s'incarne dans des postures corporelles, et c'est l'ancienne danseuse qui parle. Et c'est extrêmement important, me semble-t-il, dans ce que le public peut recevoir de vous. Vous êtes rarement des gens énervés, encore que vous montez au créneau, vous tapez du poing sur la table et parlez fort si nécessaire. Mais de mon point de vue ça paraît être une très grande force quand je dis cela. Ça fait également écho avec la posture de certains intervenants sociaux qui portent aussi en eux des façons d'être, y compris physiques pour aller au plus près du public, pour aller vers comme on dit, des publics en grande difficulté, des publics dans la précarité.
- Enfin, et là je ne dirai rien parce que vous êtes plus doués que moi, qu'il va de soi (vous l'exprimez d'ailleurs sans emballage) que vous avez d'autant plus cette posture qu'elle vient s'ancrer chez vous dans votre foi. Vous avez des phrases qui peuvent paraître bizarres à la sociologue que je suis : vous vous inspirez à la fois du visage du Christ (le mot visage revient souvent et ce n'est pas pour rien), mais également de sa résistance. Vous êtes, encore une fois, bien positionnés de façon particulière dans ce champ-là. Vous ne survolez pas de façon neutre ce qui se passe. Vous avez les pieds et les mains dedans.

- Néanmoins, et je terminerai là-dessus, parce que ça m'a aussi intéressé. Vous n'hésitez pas et c'est peut-être une piste de questionnement pour l'avenir, à dire que vous ressentez vous aussi la violence. Vous n'êtes pas des êtres désincarnés, vous êtes aussi des êtres de chair, de sang, d'émotion, de sensation. Ça veut dire que vous pouvez avoir aussi des peurs, des craintes, des appréhensions. Elles n'ont pas été beaucoup exprimées mais elles l'ont été quand même. Il y a des équipes qui disent avoir ressenti fortement la violence qui peut exister dans certains quartiers. J'ai noté que certains, certaines communautés souhaitaient partir des secteurs d'intervention. Et si je le cite là c'est parce que l'on trouve ici exactement la même chose chez des professionnels de proximité, soit chez ceux que je connais, avec qui je travaille beaucoup. On a des intervenants bénévoles ou professionnels qui disent en avoir marre, ne plus pouvoir, en avoir ras le bol, « j'arrête ». Je pense à certains bénévoles ou professionnels ou bénévoles-pro (des bénévoles qui sont professionnels de par leur expérience, la différence est qu'ils ne sont pas payés) du Secours catholique qui interviennent par exemple dans les bidonvilles (et avec qui j'ai beaucoup travaillé ces derniers temps) dont on sent clairement l'usure, d'abord parce qu'ils commencent à vieillir, parce qu'ils font face à un sentiment d'impuissance, parce qu'ils n'arrivent pas à renouveler leurs équipes et qui disent « Je pense arrêter ». Et en fait ça m'a fait faire écho sur vos craintes, sur vos appréhensions, avec ces professionnels-là. Mais également chez des professionnels éducateurs de rue dont on pourrait dire d'une certaine façon qu'ils portent aussi une mission, et ils portent une mission (exactement le même terme que vous utilisez), et qui aujourd'hui, très clairement, ont du mal à trouver ou à retrouver le sens de leur mission. Ils en viennent à dire qu'ils se sentent un peu perdus sur le sens de leur mission. Et ce sont en général les derniers à dire ce genre de choses : en général les éducateurs de rue c'est : « Même pas peur, même pas mal, on y va (même quand il n'y a plus personne), on passe par la fenêtre ou la cheminée quand les portes se ferment ». Ce sont des tenaces qui ne lâchent pas. Et j'ai été frappée, à la faveur d'entretiens que j'ai réalisés et les espaces de parole que j'ai pu ouvrir, combien certains reconnaissent qu'ils étaient un peu au bout du rouleau. Et je vous invite, et je m'adresse en particulier à vos responsables, à porter une grande attention à ces paroles de fatigue, à ces paroles d'usure, à ces paroles peut être d'impuissance, qui doivent être prises très au sérieux. Ce serait une erreur de venir questionner, voire critiquer que certains auraient perdus le sens de la mission, ou que certains ne seraient plus à la hauteur de la mission qui est la leur. Je n'ai aucun conseil à donner, je ne me le permettrai jamais. Mais j'attire votre attention sur le fait que les paroles de fatigue, d'usure, de sentiment d'impuissance, soit de ras-le-bol, sont à prendre avec le plus grand sérieux qui soit, parce que c'est pour cela que les bénévoles-professionnels que vous êtes (vous êtes des pro de l'intervention sociale même si vous n'êtes pas des professionnels) s'arrêtent, c'est pour cela qu'ils lâchent, qu'ils peuvent éprouver beaucoup de dégoûts, et c'est pour cela que les missions s'arrêtent. Je vous exhorte à exprimer ceux que vous ressentez, et j'exhorte ceux dont c'est la mission de les entendre à bien les écouter.

### **Temps de questions – réponses**

Chloé (JOC) : Précision : en Mission ouvrière nous n'intervenons pas auprès de ces personnes : nous sommes ces personnes, nous faisons partie de ces personnes qui sont dans la précarité. Et c'est pour cela que nous sommes proches de la vie des personnes parce que nous vivons les mêmes choses.

Martine Demeuré : Il est important de rappeler que nous croyons encore au politique car nous apparaissions un peu comme des extra-terrestres quand nous continuons à croire que les choses peuvent changer, que les choses peuvent bouger, et qu'elles peuvent bouger avec les gens que nous

rencontrons, avec qui nous discutons. Et ça a été relevé que c'est notre foi en Christ qui nous fait croire en permanence que tout est possible. Nous ne sommes pas Dieu mais nous croyons qu'il est possible de changer les choses. Et je trouve cela très important que cela soit souligné.

Benoît Noblet : La foi, oui, mais c'est aussi parce que nous avons également des expériences positives, tangibles qu'il est possible et réalisable de changer les choses à un niveau de proximité ou à un niveau plus large. Nous pouvons nous appuyer sur des réussites, si on peut le dire ainsi.

René Gobbé : prêtre au service de la Mission ouvrière et de la pastorale des migrants. Et par exemple, par rapport aux migrants, nous sommes dans des situations terribles où l'on n'arrive plus à faire avancer des dossiers etc. La violence institutionnelle, de ne pas pouvoir aller en Préfecture, de déposer les dossiers, ou alors de façon dématérialisée, ce qui complique tout, et surtout aujourd'hui avec uniquement des refus. Et je me dis que ce qui nous fait tenir là-dedans c'est nos foies collectives : ma foi chrétienne portée aussi par d'autres en Mission ouvrière, mais la foi aussi des autres acteurs avec qui on agit. Et je pense que lorsque l'on est tenté de baisser les bras, il y a le fait qu'il y a les autres, pas au même moment peut-être, mais qui tiennent le choc. Et vice-versa. Je crois que l'on se donne les uns aux autres la foi que l'in n'agit pas dans le vide, que cela peut donner quelque chose. Je pense que la foi est forcément collective, et je pense que sinon nous aurions baissés les bras et d'autres aussi.

Jean-Luc Guenard : je voulais intervenir sur 2 difficultés auxquelles il me semble que nous sommes aujourd'hui confrontés : la 1<sup>ère</sup> est que notre volonté est de rendre acteur les gens qui sont dans ces situations. Or, nous sommes confrontés à des situations sociales tellement lourdes qu'il est très difficile de rendre acteur ces publics auxquels nous sommes confrontés. Nous allons être beaucoup dans l'assistance, de combler un peu les difficultés, et nous allons avoir du mal à rendre acteur. La 2<sup>ème</sup> difficulté c'est l'importance du travail de terrain, entre se battre pour obtenir, justement, plus de justice, et donc mener un combat syndical et politique et puis être confrontés à des réalités qui demandent une intervention immédiate. Et le champ devient donc très ouvert, et je le trouve de plus en plus difficile à porter. Surtout, comme cela a été souligné, le nombre de personnes qui portent diminue.

### ***Après-midi***

#### *Reprise de la journée et des ateliers par véronique Le Goaziou*

Un 1<sup>er</sup> point : La violence subie, même de faible ampleur, peut avoir un impact et des conséquences très fortes, concrètes. Les violences subies par un individu peuvent avoir en réalité un impact social. Ce qui veut dire que ce n'est pas seulement des violences collectives qui peuvent avoir un impact social : cela peut être un cumul de violences individuelles, parce que la violence a ceci de particulier qu'elle peut parfois radicalement modifier la vision des choses, les représentations et les comportements. Et parfois on ne comprend pas toujours pourquoi telle personne qui a subie telle chose finalement peut en arriver à changer sa représentation du monde. Et j'attire votre attention sur cet événement-là. C'est très frappant dans les violences sexuelles (je fais exprès de prendre des exemples un peu décalés) que les personnes victimes ont après une autre vision de la relation à l'autre, de la relation affective, de la relation sentimentale complètement clivée, déterminée, envahie par la violence qu'elles ont subie.

Un 2<sup>ème</sup> point : il y a toutes les violences que l'on a pu éviter de par l'engagement sur le terrain. Bien souvent ce sont des choses que l'on ne connaît pas. Et du coup on ne les dit pas. Il faut aussi que l'on puisse dire le positif des choses. Comment dire ce que par votre travail, par votre présence et par votre

engagement vous éviter d'y arriver. En clair : vous faites de la prévention. C'est tout le volet de ce qui n'arrive pas. Et cela n'intéresse personne, et surtout pas les médias qui s'intéressent plutôt à ce qui arrive de mal, à ce qui arrive de façon spectaculaire. C'est une opération un peu compliquée d'arriver à dire ce que l'on a pu éviter. Qu'est-ce que nous avons pu par nos actes et par nos paroles peut être prévenir, anticiper, arrêter en tout cas à une certaine étape pour ce que ça ne dégénère pas. Nous savons que les acteurs qui interviennent dans les territoires, parce qu'ils y sont également habitants, préviennent tout un tas de comportements agressifs, mais on ne le dit jamais, et surtout parce que l'on ne sait pas le dire, on n'a pas les mots. Peut-être que l'on ne sait pas le voir. Or, je trouve que ce serait très intéressant d'un point de vue collectif, de la lisibilité de vos actions dans les territoires dans lesquels vous intervenez.

3<sup>ème</sup> point : Le cruel manque de lieux d'accueil pour les jeunes victimes de violences intra-familiales dans notre pays. En gros, il n'y en a vraiment pas beaucoup. Il en va de la protection des victimes qui est un sujet qui est malheureusement très peu abordé chez nous en France. Nous parlons beaucoup des victimes, nous les incitons à parler, mais elles ont besoin d'être protégées. Et en matière de protection nous ne sommes pas très doués. Il nous manque de ces espaces dans lesquels elles pourraient se réfugier. Les personnes qui sont dans la peur, qui sont dans la crainte, auraient besoin de lieux publics qui seraient ouverts 24h/24 et 7j/7 dans lesquels elles pourraient venir pour se protéger. Il y a des personnes qui subissent des violences et qui ne savent pas où aller (exemple de jeunes qui dorment dans leur voiture après des conflits intra-familiaux, exemple de Jacqueline Sauvage)

4<sup>ème</sup> point : Les clés de l'action immédiate. La violence est affaire de réflexion, est affaire de conceptualisation, elle est affaire de combat, d'action. Et l'action immédiate est ce que vous pouvez faire tout de suite. Là aussi nous manquons de clés, notamment en ce qui concerne les questions de harcèlement. Lorsque des personnes sont demandeuses de ce qu'elles peuvent faire (exemple d'une enfant témoin de harcèlement par un autre enfant qui demande ce qu'elle pourrait faire) de les aider à imaginer des pistes d'action simple, qui sont à inventer pour chaque situation. Ce n'est pas si évident que ça d'agir. Et une piste serait de réfléchir à une liste de ce qui pourrait être mis en place par rapport à tel ou tel comportement. On l'a en matière de santé par exemple (les gestes qui sauvent). Ce pourrait être des 1ers gestes sociaux dès lors que l'on peut être témoin de quelque chose qui nous semble relever de la violence.

Autre point : La question de la place que l'adulte prend ou ne prend pas. Nous avons tendance depuis 20-30-40 ans de porter de plus en plus la violence devant la justice, de faire appel au tiers judiciaire auquel nous confions le soin de régler nos différends et nos conflits de la vie ordinaire. Et du coup, il est fort possible que nous ayons perdu la régulation des conflits de la vie ordinaire. C'est une hypothèse de travail. Et cette thèse de la perte de régulation des conflits dit quelque chose de notre société à un moment donné, et signe peut être une sorte de retrait des adultes, en particulier dans les conflits auxquels sont mêlés les enfants. Je m'interroge sur la part que nous pouvons, que nous devons prendre dans les conflits de l'autre, et en particulier la part que l'adulte, le grand peut ou doit prendre dans les conflits qui sont ceux des enfants. Et lorsque cette part n'est pas prise on tombe alors de notre chaise lorsque nous avons des enfants ou des jeunes qui se suicident

5<sup>ème</sup> aspect : la question de la formation. Vous avez touché quelque chose de fondamental en parlant des espaces de paroles qu'il faudrait étendre. Je suis prudente sur cette proposition parce que nous ne sommes pas toujours formés à l'écoute et que ça ne s'improvise pas. L'écoute qui peut paraître être une chose extrêmement simple peut être particulièrement compliquée. Que veut dire « écouter » ? Que veut dire recueillir une parole, et surtout qu'en fait-on ? J'ouvre ici une autoroute de réflexions. Une fois que l'on a entendu la souffrance, la douleur, la peur, le malaise, l'angoisse, la violence qui a



été subie, que faisons-nous de ça ? Nous ne sommes pas toujours armés, formés pour faire quelque chose de ce que l'on recueille. Je trouve nécessaire d'ouvrir des espaces de parole, mais c'est insuffisant. Il faut aller plus loin. Il faut se former pour savoir quoi faire d'une parole déposée. Car la parole peut être posée mais personne n'entend, et surtout personne ne fait rien (le cas de témoignages de personnes qui ont subi des agressions, en ont parlé plusieurs fois dans des lieux de parole mais personne n'a entendu et surtout rien n'a été fait). Que veut dire écouter une parole si rien n'est fait après ? Et nous n'avons jamais autant écouté qu'aujourd'hui, on n'a jamais autant dit que l'on écoutait qu'aujourd'hui et je me demande si ce n'est pas inversement proportionnel à notre impuissance face à la violence et au règlement de celle-ci. De façon un peu cynique je pourrais résumer que moins on veut agir, plus on écoute. La parole peut être un préalable et l'antichambre de l'action, mais j'ai l'impression que parfois les politiques remplacent l'espace de l'action par l'espace de parole : dites-nous ce qui ne va pas, et après on a l'impression qu'une fois que les personnes auront parlées que l'affaire sera terminée. Eh bien, pas du tout. A quoi sert la parole si rien n'est fait (l'ascenseur qui reste en panne, le commissariat qui reste fermé etc.). J'ai l'impression que l'on démagogise la parole (les politiques par exemple qui peuvent penser qu'une fois qu'ils ont laissé s'exprimer les personnes ils ont terminé leur travail)

6<sup>ème</sup> point : J'ai eu l'impression en écoutant la remontée de Chloé (et ce n'est pas une critique) que les jeunes connaissent de partout plein de violences. Et je me suis dit « attention ! » car la violence quand on la cherche on la trouve. Formulé autrement : est-ce que toute souffrance est le résultat d'une violence ? Et qu'en est-il du sens de la plainte aujourd'hui ? C'est quelque chose à laquelle j'essaie d'être très attentive. C'est vrai que dès que l'on ouvre des espaces de parole sur la violence vous allez récolter un maximum de choses, c'est sûr. Et vous avez d'ailleurs récolté un maximum de choses. Et j'ai eu le sentiment en écoutant l'exposé de Chloé que cette jeunesse-là est pétrie de violence qu'on lui fait. En tout cas elle se plaint de violences qu'on lui fait. Elle émet un certain nombre de souffrances, de douleur. Mais est-ce que (je n'ai pas de réponse à la question) l'expression d'une plainte signifie-t-elle forcément une violence qui a été faite ? C'est un peu le « chewing-gum » cette affaire : je ne sais pas comment me dépatouiller dans ce sujet que je n'ai jamais abordé, mais peu importe. Je pense que c'est une piste de réflexion intéressante. C'est-à-dire que si on considère que toute souffrance est une violence alors on ouvre ici la boîte de Pandore. Il y a aussi des phénomènes de plainte, de récrimination, qui ne correspondent pas toujours à des violences effectives. Je sais que c'est une planche un peu savonneuse sur laquelle je m'engage parce que cela rejoint ce que je disais dans la matinée entre les victimations réelles, le sentiment d'insécurité, ce qui nous fait violence à nous mais qui ne fait pas violence à l'autre. Et du coup est-ce que nous devons recueillir toute violence exprimée ? Comment les espaces de parole que nous proposons, que nous fabriquons ne doivent en même temps ne pas devenir des espaces d'enfermement dans la plainte ? Je le formulerai un peu de cette manière. Et je ne dis pas que les espaces de parole qui sont les vôtres sont des espaces de plainte, mais ça m'est apparu en exposant un exposé. Car certains collègues sociologues disent que la plainte est devenue la figure moderne du sujet, c'est-à-dire est devenue le mode d'existence du sujet contemporain faute de mieux, faute d'autre chose. Et c'est pourquoi j'insiste sur l'action (et vous aussi d'ailleurs) parce qu'une plainte qui demeure une plainte peut créer des enfermements un peu mortifères desquels il faut pouvoir sortir à un moment.

Et enfin je terminerai par votre force, que vous avez souvent évoquée dans vos témoignages, dans vos retours. Votre foi est une force d'une certaine façon (et je suis bien placée pour en parler parce que je n'ai pas la foi). Je ne permettrai pas d'aller sur le terrain de la chance de la foi d'un point de vue individuel car je n'y connais rien, mais elle l'est incontestablement d'un point de vue collectif. Et j'ai envie de vous dire à vous-mêmes : « protégez-la cette force-là », parce qu'il n'y en a pas tant que ça aujourd'hui de forces collectives. Les syndicats ne sont forcément bien en point. Le politique est

discrédité de toutes parts : il est vilipendé de toutes parts, il est critiqué de toutes parts. Et du coup il est compliqué de construire du collectif aujourd'hui. En vous suivant sur une journée on se rend compte que cette force est précieuse. Et je pense qu'il faut être fort pour s'occuper des plus faibles. Ce ne sont pas des très faibles qui peuvent s'occuper des personnes faibles et vulnérables. Je pense que des personnes qui vivent comme vous dans des quartiers populaires, mais qui avez par ailleurs des lieux de construction d'une force, c'est extrêmement précieux. Donc protégez ce qui fait votre force. Car nous avons autour de nous beaucoup de gens qui en sont dénués et qui sont à la recherche de ce collectif-là, mais comme la foi ça ne tombe pas du ciel, je vous invite à la conserver si c'est elle qui fait votre force.